ASSEMBLÉE NATIONALE

18 mai 2016

RELATIF À LA TRANSPARENCE, À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET À LA
MODERNISATION DE LA VIE ÉCONOMIQUE - (N° 3623)

Adopté

AMENDEMENT

N ° CL61

présenté par

M. Potier, rapporteur pour avis au nom de la commission des affaires économiques, Mme Le Loch
et M. Travert

ARTICLE ADDITIONNEL

APRÈS L'ARTICLE 31, insérer l'article suivant:

Après la deuxième phrase du premier alinéa du I de l'article L. 441-7 du code de commerce, est
insérée une phrase ainsi rédigée :

« Le nom du rédacteur ou du négociateur est indiqué dans chaque écrit. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Certaines enseignes ont des comportements manifestement abusifs. Face à de tels comportements,
les acheteurs des centrales devraient être poursuivis pour leurs actes pratiqués au nom de
l'entreprise.

Cet amendement vise ainsi à ce que chaque négociateur étant informé par son entreprise de
distribution qu'il est personnellement responsable pénalement, au même titre que l'entreprise de
distribution.